



**PRÉFÈTE  
DES VOSGES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

- 5 AOÛT 2025

**Arrêté n° 834/2025/DREAL/UD88 du  
modifiant les prescriptions applicables à la société AHLSTROM ARCHES pour  
l'exploitation d'une papeterie sur le territoire de la commune d'Arches**

**LA PRÉFÈTE DES VOSGES  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu la directive n° 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;
- Vu la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;
- Vu le code de l'environnement ;
- Vu le décret du Président de la République du 05 octobre 2022, portant nomination de la Préfète des Vosges, Mme Valérie MICHEL-MOREAUX ;
- Vu l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau, ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- Vu l'arrêté ministériel du 10 septembre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2430 (Préparation de la pâte à papier à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3610a), 3610a (Fabrication, dans des installations industrielles, de pâte à papier à partir du bois ou d'autres matières fibreuses) et 3610b (Fabrication, dans des installations industrielles, de papier ou carton, avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110 ;
- Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 1367/2018 du 23 juillet 2018, modifié, autorisant la société AHLSTROM ARCHES à exploiter une papeterie sur le territoire de la commune d'Arches ;
- Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 289/2022/DREAL/UD88 du 31 mars 2022, autorisant la société AHLSTROM MUNKSJO à exploiter une papeterie sur le territoire de la commune d'Arches ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 227/2023/DREAL/UD88 du 13 mars 2023 modifiant les prescriptions applicables à la société AHLSTROM MUNKSJO pour l'exploitation d'une papeterie sur le territoire de la commune d'Arches ;
- Vu le courrier du 18 septembre 2023 reçu au Guichet Unique ICPE à la DREAL GE le 20 septembre 2023, de la société AHLSTROM MUNKSJO ARCHES l'informant de son changement de dénomination au profit de la société AHLSTROM ARCHES ;
- Vu le dossier du 03 octobre 2022 complété le 13 juin 2023 et le 19 août 2024 informant Madame la Préfète des Vosges du transfert de l'exploitation, des machines à papier PM23 et PM27 à la société MUNKSJO ARCHES ;

- Vu le courrier du 31 juillet 2023 donnant acte du transfert de l'exploitation des machines à papier PM23 et PM27 de la société AHLSTROM ARCHES à la société MUNKSJO à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025 ;
- Vu le rapport et les propositions en date du 19 juin 2025 de l'inspection des installations classées ;
- Vu le projet d'arrêté préfectoral transmis à la société AHLSTROM ARCHES, le 03 juillet 2025 ;
- Vu les observations émises par la société AHLSTROM par mail en date du 22 juillet 2025 ;
- Considérant que le changement de dénomination au profit de la société AHLSTROM ARCHES a une incidence sur la situation administrative de la société mais n'a pas d'incidence sur les conditions d'exploitations de la papeterie ;
- Considérant que par courrier du 31 juillet 2023, il a été donné acte du transfert de l'exploitation des machines à papier PM23 et PM27 au profit de la société MUNKSJO ARCHES à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025 ;
- Considérant que le transfert de l'exploitation des machines à papier PM23 et PM27 n'est pas une modification substantielle car elle n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs mentionnés à l'article L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'Environnement ;
- Considérant que le transfert de l'exploitation des machines à papier PM23 et PM27 nécessite la mise à jour des activités autorisée au titre des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et la mise à jour des prescriptions applicables à la société AHLSTROM ARCHES ;
- Considérant que les dangers et inconvénients générés par le transfert de l'exploitation des machines à papier PM23 et PM27 pour les intérêts visés à l'article L. 211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, sont prévenus par les prescriptions fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation complémentaire n° 1367/2018 du 23 juillet 2018 modifiés, par les dispositions mentionnées dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ainsi que les dossiers de demandes de modifications et par les prescriptions complémentaire du présent arrêté ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Vosges,

**Arrête**

## TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET NATURE DES ACTIVITÉS

### ARTICLE 1.1 EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

L'arrêté préfectoral complémentaire n° 1367/2018 du 23 juillet 2018 modifié autorisant la société AHLSTROM ARCHES dont le siège social est situé à 48 route de Remiremont 88380 ARCHES, à exploiter une papeterie sur la commune d'ARCHES est modifié et complété par les dispositions suivantes.

### ARTICLE 1.2 ABROGATION D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

L'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 289/2022/DREAL/UD88 du 31 mars 2022 autorisant la société AHLSTROM MUNKSJO à exploiter une papeterie sur le territoire de la commune d'Arches est abrogé.

L'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 227/2023/DREAL/UD88 du 13 mars 2023 modifiant les prescriptions applicables à la société AHLSTROM MUNKSJO pour l'exploitation d'une papeterie sur le territoire de la commune d'Arches est abrogé.

### ARTICLE 1.3 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 1367/2018 du 23 juillet 2018 est remplacé par les dispositions suivantes :

Les activités exercées sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Volume autorisé	Régime <sup>1</sup>
3610 (Rubrique principale au sens de l'article R. 515-61 du Code de l'Environnement)	Fabrication, dans des installations industrielles, de pâte à papier, papier ou carton, avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour.	Capacité de production de papier 100 000 t/an Exploitation des machines à papier PM24, PM26 et PM28	A
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance nominale totale égale ou supérieure à 50 MW).	Puissance thermique nominale totale au titre de la rubrique 3110 : <b>62,64 MW</b> Descriptif des installations 1ère installation (Puissance thermique nominale totale : 44,89 MW) : <ul style="list-style-type: none"><li>• Chaudière n°1 BABCOCK (mixte GN/FOD) : 11,19 MW</li><li>• Chaudière n°2 BABCOCK(GN) : 10,2 MW</li><li>• Chaudière n°3 STEIN (mixte</li></ul>	A

1 A = Autorisation ; D = Déclaration ; DC = Déclaration Contrôlée ; NC = Non Classée

Rubrique	Libellé de la rubrique	Volume autorisé	Régime
		GN/FOD) : 23,5 MW 2ème installation : Générateurs de chaleur directs : puissance thermique de 17,75 MW	
2450 - A).a)	Imprimerie ou atelier de reproduction graphique utilisant une forme imprimante	9 800 t/an maximum Production de référence : 6 500 t/an	A
2565 - 2 a)	Traitement des métaux par voie chimique	Une ligne de chromatation / déchromatation des cylindres d'impression.	A
2750	Station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles en provenance d'au moins une installation classée soumise à autorisation	L'ensemble des eaux résiduaires de la société AHLSTROM, de la société MUNKSJO et de la société FILA ARCHES est traité au sein de la STEP d'AHLSSTROM. La société FILA ARCHES est soumise à déclaration. La société MUNKSJO ARCHES est soumise à autorisation. La société AHLSTROM ARCHES est soumise à autorisation.	A
1530 - 2	Dépôts de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues	Dépôts de papier d'un volume total de 13 600 m <sup>3</sup>	DC
1414 - 3	3. Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	Installation de remplissage des chariots	DC
1185-2a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Quantité de gaz présent sur le site : 450 kg	DC

Rubrique	Libellé de la rubrique	Volume autorisé	Régime
2662.3	Stockage de Polymères (matières plastique 3. Supérieure ou égale à 100 m <sup>3</sup> mais inférieure à 1 000 m <sup>3</sup> .	Capacité de stockage de 854 m <sup>3</sup> stockage de latex avec : • 6 cuves de 109 m <sup>3</sup> • 8 cuves de 25 m <sup>3</sup>	D
4120.2b	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition : 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	Stockage et utilisation de 2,5 tonnes d'acide chromique	D
4440.2	Solides combustibles catégories 1, 2 ou 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t	Stockage de 8 tonnes de persulfate de sodium	D
4734-1c	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, est inférieure à 50 t d'essence ou à 250 t.	2 réservoirs enterrés de fioul léger de 100 m <sup>3</sup> chacun pour la chaufferie centrale  Soit un total de 200 m <sup>3</sup> soit <b>210 tonnes</b>	NC
4734.2c	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules,	Un réservoir aérien de fioul léger de 1 m <sup>3</sup> pour le fonctionnement du système de sprinklage du site  Soit un total de 1 m <sup>3</sup>	NC

Rubrique	Libellé de la rubrique	Volume autorisé	Régime
	utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, est inférieure à 50 t au total.		
1510	Entrepôts couverts (stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques.	Stockage de noir de carbone : 30 tonnes	NC
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs	Puissance maximale utilisable : 19 kW	NC

Pour l'ensemble des installations visées par l'article R. 515-58 du Code de l'Environnement et dont l'exploitation est autorisée par le présent arrêté, la rubrique principale est la rubrique 3610 relative à la fabrication de pâte à papier, papier, carton, panneaux de bois et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles sur la production de pâte à papier, de papier et de carton (BATC PP).

Les générateurs de chaleur directs sont inclus dans les installations classées sous la rubrique 3110 mais sont exclus du Chapitre III de la Directive IED. Les installations de l'exploitant ne sont donc pas soumises au BREF sur les Grandes Installations de Combustion (GIC).

#### ARTICLE 1.4 MODIFICATION DE TERME

La 2<sup>ème</sup> colonne du tableau de l'article 3.2.3.1 et de l'article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 1367/2018 du 23 juillet 2018 modifié mentionne « chaudière 1 LARDET PACK 22 – 11,75 MW ». Cette chaudière étant remplacée, il faut dorénavant lire « chaudière 1 BABCOCK – 11,19 MW »



---

## TITRE 2 - REJET ATMOSPHERIQUE

---

### ARTICLE 2.1 INSTALLATION DE COMBUSTION

Le 4<sup>ème</sup> alinéa de l'article 3.2.3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 1367/2018 du 23 juillet 2018 est remplacé par les dispositions suivantes :

En cas de rupture d'approvisionnement en gaz naturel et sous réserve des dispositions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110, du fioul léger peut être utilisé sur les chaudières n°1 et n°3 pour une période de 10 jours. Cette période de dix jours peut être prolongée après accord du Préfet s'il existe une impérieuse nécessité de maintenir l'approvisionnement énergétique.

Lors de la phase des essais de fonctionnement des chaudières avec le fioul léger, l'exploitant doit réaliser une campagne de mesure des rejets atmosphériques au droit des chaudières n°1 et n°3. La campagne de mesures doit être réalisée sur l'ensemble des paramètres définis à l'article 3.2.3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 1367/2018 du 23 juillet 2018.

Les rapports de contrôle sont à transmettre à l'inspection des installations classées sous 2 mois.

### ARTICLE 2.2 MACHINES À PAPIER

L'article 3.2.3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 1367/2018 du 23 juillet 2018 est remplacé par les dispositions suivantes :

Les rejets atmosphériques des machines à papier respectent les dispositions suivantes :

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heures rapportées à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées.

Pour les installations de séchage, les mesures se font sur gaz humides.

Les valeurs limites des gaz résiduels rapportées sont exprimées à 3% d'oxygène :

- **poussières : 50 mg/Nm<sup>3</sup>**
- **Oxydes d'azote (exprimés en dioxyde d'azote) : 400 mg/Nm<sup>3</sup>**
- **Rejet total en composés organiques à l'exclusion du méthane** : si le flux horaire total dépasse 2 kg/h, la valeur limite de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 150 mg/m<sup>3</sup>. (exprimé en carbone total).

Afin de réduire les émissions en COV, l'exploitant doit choisir des recettes de sauces de couchage qui réduisent les émissions de COV

L'utilisation de mélamine formol et de formaldéhydes sont interdits sur l'ensemble des machines.

### ARTICLE 2.3 INSTALLATION D'IMPRESSION

L'article 3.2.3.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 1367/2018 du 23 juillet 2018 est remplacé par les dispositions suivantes :

Tout rejet à l'atmosphère ne doit pas contenir plus de 100 mg/Nm<sup>3</sup> de poussières, si le débit massique horaire est inférieur à 1 kg/h et 40 mg/Nm<sup>3</sup> dans le cas contraire.

L'exploitant est tenu de prendre toutes dispositions pour permettre de réduire les rejets canalisés et diffus des composés organiques volatils (COV) conformément à son schéma de maîtrise des émissions complété référencé 20603637-126455/0001-A4B9-GM/SB-Mars 2005.

A cet effet et conformément à l'article 27-7-e de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, l'émission cible à respecter est de 1 kg de COV par kg d'extraits secs utilisés dans l'année en cours. Cette émission garantit que le flux annuel de COV émis ne dépasse pas celui qui serait atteint par l'application stricte des valeurs limites d'émissions canalisées et diffuses définies à l'article 30-19 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié à savoir:

Autres ateliers d'héliogravure, flexographie, impression sérigraphique en rotative, contrecollage ou vernissage, impression sérigraphique en rotative sur textiles/cartons : (la société AHLSTROM possède un atelier d'héliogravure en rotative).

La valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 75 mg/m<sup>3</sup>.

Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisée.



---

### **TITRE 3 – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

---

#### **ARTICLE 3.1 ORIGINE DES APPROVISIONNEMENT EN EAU**

L'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral n°1367/2018 du 23 juillet 2018 est complété avec les dispositions suivantes :

Un ou plusieurs compteurs sont implantés de façon à quantifier les consommations d'eau respectivement des différents exploitants.

#### **ARTICLE 3.2 DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

L'article 4.3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°1367/2018 du 23 juillet 2018 est remplacé par les dispositions suivantes :

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet non prévu à l'Article 4.4.1 de l'arrêté préfectoral n°1367/2018 du 23 juillet 2018 ou non conforme à ses dispositions est interdit.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les réseaux de collecte des effluents séparent les eaux pluviales (et les eaux non polluées s'il y en a) et les diverses catégories d'eaux polluées ou susceptibles d'être polluées.

---

## **TITRE 4 – PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

---

### **ARTICLE 4 .1 PROTECTION DES MILIEUX RÉCEPTEURS**

L'article 7.6.7 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 1367/2018 du 23 juillet 2018 est complété par les dispositions suivantes :

En cas d'incendie, les eaux d'extinction doivent être confinées sur le site industriel et éliminées vers les filières de traitement appropriées conformément à l'article 4.4.9 et 4.4.10 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°1367/2018 du 23 juillet 2018 susvisé.

---

## **TITRE 5 – PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

---

### **ARTICLE 5.1 AUTORISATION D'ÉMETTRE DES GAZ À EFFET DE SERRE**

L'article 11.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°1367/2018 du 23 juillet 2018 est modifié comme suit :

La puissance de combustion indiqué dans le tableau de 45,45 MWth est remplacé par 44,89 MWth.

---

## **ARTICLE 1. TITRE 6 - CUVE DE FIOUL LÉGER**

---

### **ARTICLE 6.1. LOCALISATION ET IMPLANTATION DES CUVES DE FIOUL LÉGER**

Les deux nouvelles cuves de fioul léger sont implantées en bordures Sud-est du site au droit de la cuve de fioul lourd existante. Un plan de localisation est joint en annexe 1 du présent arrêté.

Un diagnostic de pollution des sols au droit des cuves de fioul doit être réalisé. Les résultats obtenus seront transmis à l'inspection des installations classées sous un délai de 1 mois et permettront de faire un point sur la zone et d'adapter l'emploi des terres excavées.

### **ARTICLE 6.2. TYPES DE CUVES DE FIOUL LÉGER**

Les cuves enterrées doivent être à double peau avec un revêtement en polyuréthane. Un système de contrôle par détecteur de fuite et acoustique doit être installé. Le cheminement des tuyauteries entre les cuves et les chaudières doivent être aériens.

Au niveau de l'aire de dépotage, un séparateur d'hydrocarbure équipé d'une alarme doit être installé et régulièrement entretenu et nettoyé aussi souvent que nécessaire.

## **TITRE 7 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ-EXÉCUTION**

### **ARTICLE 7.1 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et par les tiers, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité de publicité, dans les conditions prévues par les articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du code de l'environnement.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux selon l'article R. 181-51 du Code de l'environnement.

### **ARTICLE 7.2 – PUBLICITÉ ET EXÉCUTION**

La secrétaire générale de la préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société AHLSTROM ARCHES et dont copie sera adressée à la mairie d'Arches et pourra y être consultée.

De plus, une autre copie de cet arrêté sera affichée à la mairie précitée pendant une durée minimale d'un mois et publiée sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Épinal, le **5 AOUT 2025**

La préfète,

Par délégation, la Sous-Préfète,  
Secrétaire Générale

Anne CARLI

**Annexe 1 :**  
*plan de localisation de l'implantation des cuves*

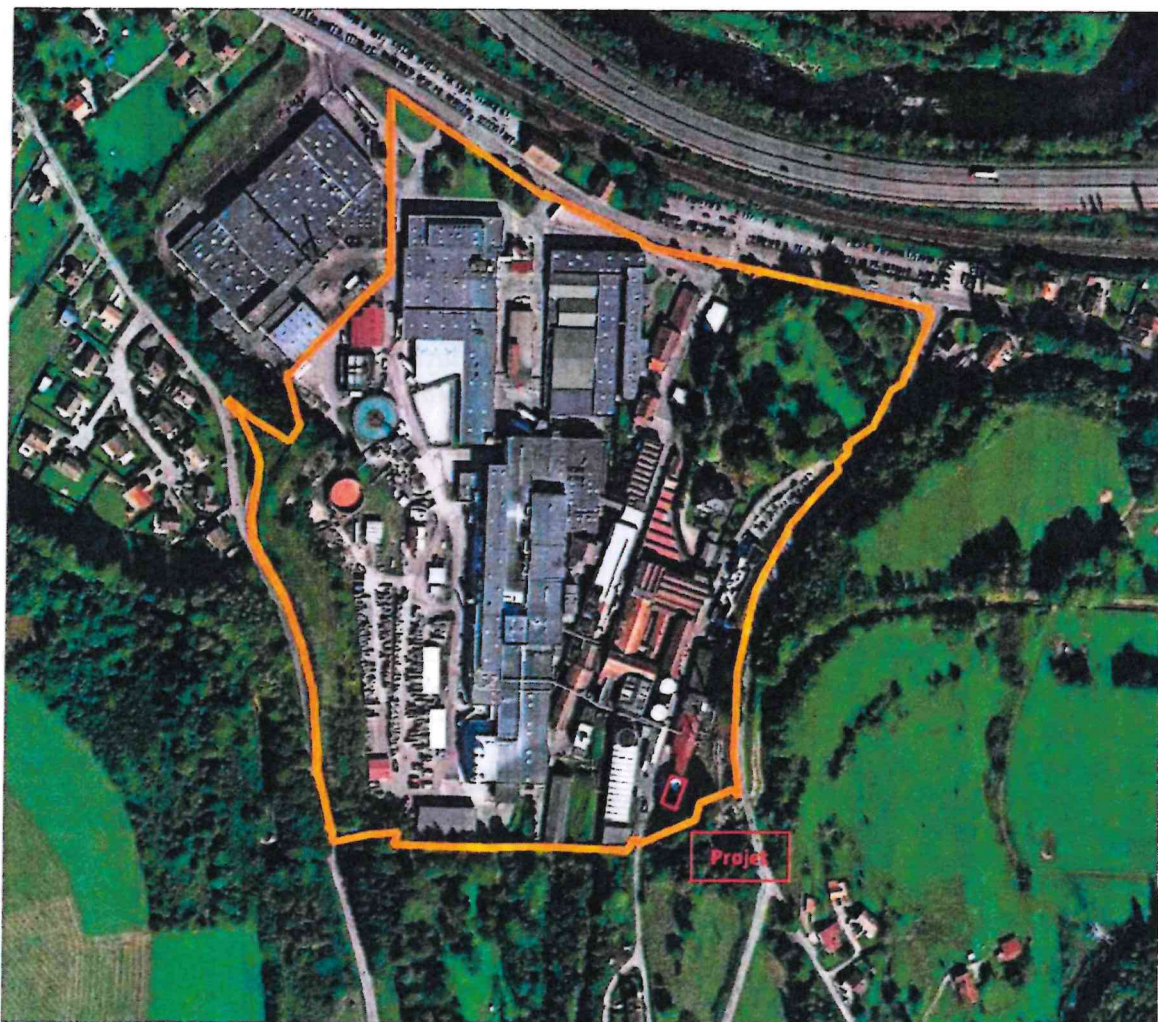


Figure 6 : Localisation du projet (source : googlesmaps)